

COMPTE-RENDU DE LA RÉUNION SUR LA CERTIFICATION FORESTIÈRE FSC



**Douala, Cameroun, Hôtel La Falaise Bonanjo
Le 03 mars 2012**

***Par Elie Hakizumwami
Directeur Régional de FSC pour l'Afrique
Email: e.hakizumwami
www.fsc.org***

***Cette reunion a été organisée avec les contributions financières de WWF-
Espagne, ASI et FSC-Bureau Régional pour l'Afrique***



1. Introduction

Le samedi 03 Mars 2012, FSC-Bureau Régional pour l'Afrique et ASI ont organisé une réunion expliquer le fonctionnement du processus de certification forestière et le rôle des acteurs impliqués dans ce processus. Cette réunion a eu lieu dans la salle de conférence de l'hôtel la Falaise de Bonanjo à Douala (Cameroun). Elle était ouverte à tous les parties prenantes et partenaires intéressés (partenaires financiers, institutions gouvernementales, secteur privé, société civile, institutions de recherche, Institutions de formations, étudiants, médias, etc) qui se trouvaient à Douala après les réunions organisées par la Facilitation du Partenariat pour les Forêts du Bassin du Congo (PFBC). Les organismes internationaux, les ONG et les sociétés forestières ont honorés de leur présence la rencontre. On peut citer WWF, IFIA/ATIBT (Inter-Forestry Industrie Association/Association Technique Internationale pour les Bois Tropicaux), le Forest Resources Management (FRM), le Réseau des Peuples Autochtones et Locales pour la gestion des Ecosystèmes d'Afrique Centrale (REPALEAC), la Commission pour les Forêts d'Afrique Centrale (COMIFAC), le Cameroon Wildlife Conservation Society (CWCS), KfW, FORM International, l'ONG Partnership, la T.R.C, la WIJMA et l'Université de Yaoundé I. Y ont également pris part les représentants des medias en charge questions environnementales venus des secteurs public et privé. La rencontre a connu une participation de 31 personnes qui ont eu l'occasion d'échanger sur les questions de gestion et de certification des forêts dans le monde en général et dans le Bassin du Congo en particulier. Spécifiquement, cette réunion a permis aux participants d'avoir des informations claires sur :

1. Le fonctionnement du processus de certification FSC par les Bureaux de certification ainsi que le processus de contrôle des Bureaux de certification par ASI ;
2. Le rôle des différents organes impliqués dans ces processus notamment le Bureau de certification, ASI, FSC-International Center, Les Bureaux de certification et les entreprise concernées; ;
3. D'autres questions pertinentes relatives à certification FSC en général, et la certification FSC dans le Bassin du Congo en particulier.

La réunion a été marqué par une session de trois présentations suivi par une session des questions réponses et discussions ainsi que la session de clôture.

2. Séance des présentations

Après le rappel des objectifs de la réunion et le souhait de la participation active des participants aux travaux de la réunion, Elie Hakizumwami, le Directeur Régional de FSC pour l'Afrique a fait une présentation introductive sur l'historique, la mission et les outils qui contribuent à la mise en œuvre de cette mission de FSC notamment, la prise de décision de manière consensuelle et démocratique, le mécanisme du marché, les normes et les politiques de gestion responsable des forêts ; etc. Il ensuite fait le point sur les progrès réalisés dans le



cadre de la certification FSC en Afrique avec un accent particulier sur le Bassin du Congo. Il a souligné que le Bassin du Congo couvre 32% des forêts tropicales certifiées FSC au monde, et plus de 70% des forêts certifiées FSC en Afrique. Il a également rappelé les rôles de l'état et du secteur privé dans la certification. Au niveau mondial, 54% des forêts certifiées FSC appartiennent à l'état au moment où le secteur privé détient plus de 50% des certificats à cause de certaines des forêts étatiques gérées en concession par les privés comme c'est le cas dans les pays du Bassin du Congo. Il a également expliqué le rôle de FSC dans le processus de la certification.

La deuxième présentation a été faite par Jervais NKOULOU, le coordonnateur de l'organisme de certification SmartWood de Rainforest Alliance pour l'Afrique. Son exposé a porté sur le processus de certification forestière du début jusqu'à l'octroi du certificat. Il a fait une rapide présentation de son organisme qui jusqu'à présent a certifié plus de 45 millions d'hectares de forêt dans le monde sous le référentiel FSC faisant de lui le premier bureau de certification FSC dans le monde. Ensuite, il a clairement expliqué les différentes étapes et les acteurs impliqués dans le processus de la certification ainsi que les différents types de certificats FSC (Bois contrôlé, gestion forestière et chaîne de traçabilité). Il a regretté que les parties prenantes ne participent pas activement dans le processus de certification dans le Bassin du Congo mais sont plutôt actives dans la critiques des certificats émis.

La troisième présentation a été faite par Etienne KOUZONG, Accréditation Program Manager a l'Accréditation Service International (ASI) qui a fait le point sur la mission principale de cet organisme. M. Etienne KOUZONG a informé les participants que l'ASI accrédite les Bureaux de certification pour la certification de la gestion forestière et de la chaîne de traçabilité pour FSC. Cet organisme assure également les missions de vérification de la conformité des Bureaux de certification, et examine les litiges liés aux certificats. ASI n'accrédite pas seulement pour la certification des forêts. Il le fait également pour la certification marine (MSC) et la certification aquaculture (ASC) et le RSPO (Huile de Palme) .

Etienne a tenu à rappeler l'action indépendante de l'ASI bien qu'appartenant au réseau FSC. Entreprise Allemande créée en 2006 par la FSC, elle dispose désormais d'un siège indépendant de celui du FSC. L'ASI est basé à Bonn, en République Fédérale d'Allemagne. Il a montré la carte de ses activités à travers le monde. Il ressort de cette carte qu'il n'y a aucun Bureau de certification FSC basé en Afrique. Presque tous les Bureaux de Certification sont basés en Europe. Il n'y a qu'un seul bureau sous-traitant de SGS basé en Afrique et deux représentations des Bureaux de certification (VERITAS et SMARTWOOD) basés au Cameroun, Il a ensuite expliqué aux participants les types de contrôle que ASI effectue et pourquoi, notamment les audits de contrôle annuel, les audits de témoignage (witness assessments), qui sont tous les audits de contrôle de la conformité des Bureaux de certification aux exigences d'accréditation FSC. Concernant les audits systématiques des certificats octroyés dans le Bassin du Congo, Etienne a précisé que ceux-ci ont été commandité par FSC



AC dans le cadre de vérifier la crédibilité de ces certificats suit a des différentes avis des parties prenantes sur la certification FSC dans le Bassin du Congo.

Etienne a informé aux participants que n'importe quelle partie prenante peut demander à ASI d'effectuer un audit de contrôle pour un certificat donné pourvue qu'elle prenne en charge le coût de la mission. Dans ce cas, le rapport est donné au commanditaire qui en fait l'usage. Il a reconnu que les ressources limitées de ASI ne permet pas cet organisme d'assurer plusieurs missions sur terrain à cause l'insuffisance en ressources conjuguée aux coûts pour les voyages. Pour résoudre ce problème, ASI envisage de décentraliser ses services au niveau régional en commençant par les régions à haut risque. Etienne a à son tour apporté des éclairages sur les interrogations des participants. Il a déploré la confusion qui existe entre les certificats et l'insuffisance de participation des parties prenantes dans le processus de certification et des audits de contrôle. Il fait constater aux participants que les contestation naissent après la délivrance d'un certificat.

Après les deux exposés présentés par M. Jervais NKoulou et Etienne Kouzong, le Directeur Régional pour l'Afrique de la FSC a repris la parole pour remercier ces derniers pour leurs présentations très claires et riche d'information. Il a ensuite ouvert la phase des questions - réponses.

3. Session questions et réponses

Les questions suivantes ont été posées et répondues avec satisfaction :

- 1. Est-ce que FSC certifie seulement le bois ou il peut aussi certifié aussi d'autres produits notamment les PFNL, les forêts de plantations et les aires protégées et les services écosystémiques ? Est-ce que FSC peut certifier les forêts communautaires et les forêts communales ?**

Réponse : Le standard FSC a été conçu pour la certification de la gestion durable des forêts pour les produits ligneux et non ligneux, les services écosystèmes, la conservation de la biodiversité notamment les aires protégées, ainsi que les plantations. La certification FSC est applicable pour les grandes unités de gestion forestières et des petites unités de gestions forestières notamment les forêts communautaires. Par exemple le Cameroun a déjà un standard national FSC pour la certification des forêts communautaires. Les bureaux de certifications peuvent également adapter les standards pour la certification des PFNL, a base des P&C de FSC.

- 2. Comment FSC et ASI peuvent contribuer aux accusations de type politiques ?**



Réponse : Il a été rappelé aux participants que FSC est un système démocratique et consensuelle qui en prend en compte et trouve des solutions aux préoccupations des parties prenantes, notamment à travers son système de gestion des plaintes. Quelques exemple ont été cité :

- a. Une enquête par rapport à la demande de certaines prenantes pour le moratoire sur la certification dans le Bassin du Congo ;*
- b. Les audits de contrôle de conformité pour tous les certificats délivrés dans le Bassin du Congo ;*
- c. Le développement du référentiel sous-régional FSC pour la certification des forêts dans le Bassin du Congo ;*
- d. Un mission de terrain dans le Bassin du Congo prévu dans les prochains mois afin d'apprécier la qualité et les avantages de la certification forestière dans le Bassin du Congo ;*
- e. Dialogue avec Greenpeace et le secteur privé sur les questions relatives à la certification dans le Bassin du Congo ;*
- f. La délocalisation du Bureau Régional de FSC du Ghana au Cameroun afin de pouvoir être proche de la majorité des parties prenantes et des ressources forestières*

3. Quelle est la relation entre le travail de FSC et la politique des pays de l'espace COMIFAC ? Qu'est ce que FSC fait pour harmoniser avec ces politiques ?

Réponse : Les pays de l'espace COMIFAC à travers la Déclaration et le Traité des Chefs d'Etat des pays d'Afrique centrale ont reconnu l'importance des systèmes de certification forestières reconnus internationalement reconnu dans la promotion de la gestion durable des forêts. FSC est l'un de ses systèmes. FSC contribue à la mise en œuvre de presque tous les axes du Plan de Convergence de la COMIFAC. Par exemple, travers le référentiel sous-régional pour la certification des forêts dans le Bassin du Congo, de près ou de loin, FSC contribue à l'harmonisation des pratiques de gestion des concessions forestières. FSC contribue à la promotion de la bonne gouvernance, la connaissance de la ressource, valorisation des ressources forestières, la recherche, le renforcement des capacités des acteurs, coopération et partenariats.

4. Est-ce que ASI anticipe sur les choses à venir, par exemple l'impact de l'extension des plantations des palmeraie à huile ?

Réponse : ASI est un organisme d'accréditation et n'anticipe pas dans ce sens. Le system de certification anticipe au niveau de l'avenir et ASI ne peut venir seulement quand il y a eu des certificats émis dans la zone concerné.

5. Relation entre la certification FSC et FLEGT

Réponse: La certification FSC est un système privé et volontaire. Elle certifie la gestion durable des forêts et la chaîne de traçabilité. FLEGT est une initiative de l'Union Euro-



péenne pour la promotion du commerce légal du bois à travers un accord de partenariat volontaire (APV) qui entre autre exige la vérification de la légalité du bois. La certification FSC est applicable au niveau de l'Unité de Gestion Forestière au moment où FLEGT est applicable au niveau volontaire. La conformité avec la législation nationale constitue le Principe n° 1 du Standard FSC. Ainsi, l'application effective de l'initiative FLEGT prépare le terrain pour la réussite potentielle de FSC parce que les aspects relatifs à la légalité seront déjà couverts.

6. Relations entre FSC et d'autres systèmes de certification (convergence ou divergence) ?

Réponse : En général tous les systèmes de certification vise le même objectif. La gestion durable des forêts. Cependant, les priorités et le système de mise en œuvre de leurs objectifs diffèrent d'un système de certification à un autre. Par exemple FSC est très apprécié par l'importance qu'elle donne aux questions sociales et environnementales, ainsi que la participation des parties prenantes à différents niveaux. FSC a également un système de gestion des plaintes qu'on ne trouve pas dans d'autres systèmes.

7. A quel niveau se trouve le processus de développement et de développement et de validation du standard ?

Réponse : Le Groupe Sous-Régional de Travail sur l'élaboration du référentiel FSC pour la certification des forêts dans le Bassin du Congo a fini on travail. Le draft validé par ce Groupé est dans les mains de FSC pour les prochaines. Il est prévu ce draft soit examiné par le Comité de validation des Politiques et Standards de FSC en avril 2012.

8. Le problème de langue constitue un handicap majeur pour la participation des parties prenantes au processus de certification. Qu'est ce que FSC pourra traduire les documents en français pour les parties prenantes francophones d'Afrique ?

Réponse : Les langues de travail de FSC sont Anglais et espagnols. FSC n'a pas des moyens pour traduire ces documents pour toutes langues parlées au monde. Si FSC fait la traduction pour le français, il ferait pour chinois, l'allemand, l'arabe, le russe ; le swahili, etc. Ceci est pratiquement impossible. Cependant les partenaires peuvent apporter un appui pour la traduction des documents pour les pays ou régions qui les intéressent et approcher FSC pour la validation de ces documents pour leur distribution au



public. Concernant le Français, les démarches ont été faites avec succès pour la validation et la pose sur le site web de FSC des documents traduits en français. La prochaine étape sera la mobilisation des ressources aux près des partenaires par le Bureau régional de FSC pour la traduction des documents de FSC jugés prioritaires/nécessaires pour les parties prenantes francophones d'Afrique.

9. Il semble que le système FSC est tiré par le marché et que la participation des populations et des organisations locales ne sont pas considérés comme une priorité ; Pourquoi cette situation?

R. Les système FSC bien qu'il a été mis en place pour contraindre le boycott sur le commerce du bois en provenance des forêts tropicales, il constitue également l'outil pour le développement des populations riveraines des forêts certifiées. Quatre Principes du référentiel FSC traitent directement ou indirectement les questions sociales locales et presque le reste traite les questions l'environnementales ainsi que celles liées à la durabilité de la ressource forestières. Les populations locales sont invitées à contribuer au processus de certification. FSC promeut la politique de la responsabilité sociale de l'entreprise en faveur du développement des populations locales et des peuples autochtones. FSC contribue de manière significative à au respect de la législation nationale et des conventions qui ont été signés par les pays concernés. Les ONG locales sont activement impliquées dans le processus de la promotion de la certification. Bref, le marché sensible aux questions sociales et environnementales constitue un outil important pour la promotion de la foresterie responsable et non le contraire.

10. Que-est-ce que FSC fait pour éviter que les gouvernements n'affectent pas les terres forestières à d'autres usages qui détruisent les forêts notamment l'agriculture industrielle et l'exploitation des mines?

Réponse : FSC développe le référentiel pour la gestion des forêts et peut mener des actions de conseils en faveur de la promotion de la gestion durable des forêts. Cependant, l'état reste le responsable pour l'affectation pour l'utilisation de ces terres. Normalement l'Etat le fait sur base des études et avec la participation des différents parties prenantes. Au cas où cette affectation n'est pas conforme au contexte socio-économique et environnemental, les différents acteurs notamment les ONGs, les partenaires au développement, les institutions de recherche peuvent intervenir donner des conseils à l'Etat par rapport à cet affectation. FSC interviendra dans la zone affectée pour la gestion des forêts (concessions forestières, plantations et aires protégées). En aucun cas, les activités qui contribuent à la conversion des forêts ne peuvent pas être certifiées par le système FSC.



11. Le processus de certification est complexe et les populations locales n'y comprennent rien. Qu'est ce que FSC envisage de faire pour faire à ce que les populations locales participent activement à ce processus.

R : FSC reconnaît que l'encadrement le développement des capacités des populations locales est encore nécessaire pour permettre aux populations locales de participer activement aux processus de certification. Ceci sera possible si les ONG locales qui sont proches des populations sont suffisamment formés et comprennent le fonctionnement du processus de certification et le système FSC. Ceci demande des moyens qu'il faudra mobiliser.

12. Qui établit les normes ISO et comment?

Réponse : ISO veut dire International Standards Organization qui est une organisation pour le développement des standards. Les normes ISO sont établis par eux-mêmes, suivant un processus établis par IAF (International Accreditation Forum).

13. Quelles sont les origines de financement de FSC

Réponse : FSC est principalement financés à 63% par le AAF (Annual Administration Fee) payées par les entreprises certifiées à base de leur chiffre d'affaire. Le reste des ressources provient des cotisations des Membres, des dons par les organisations caritatives, les Fondations, et les gouvernements. Par exemple en 2007, Environ 35% des financements de FSC ont été couverts par la contribution de ces partenaires financiers.

4. Séance clôture

Après que des clarifications convaincantes aient été apportées aux préoccupations des participants, séance tenante, M. Elie Hakizumwami, Directeur Régional pour l'Afrique de la FSC a surpris certains participants qui venait de confirmer qu'ils n'ont jamais utilisé le produit certifié FSC en leur montrant un rame de papier certifié FSC qu'ils utilisaient sans le savoir. Ils leur a montré le label FSC marqué sur ce rame de papier et les a encouragé d'utiliser des produits portant un label FSC afin de récompenser aux efforts pour la gestion responsable des forêts. Il a ensuite encouragées les participants à adhérer à FSC pour être partie de la sauvegarde des forêts du monde.

Les participants ont jugé cette réunion édifiante et riche en leçons. Une partie des participants, surtout les représentants des médias, ont émis le vœu pour l'organisation FSC-Bureau Régional pour l'Afrique, d'une autre séance d'imprégnation afin de leur permettre une formation approfondie sur les questions relatives à la certification forestière.



Elie Hakizumwami a clôturé la réunion en remerciant les participants pour leur participation aux activités aux travaux de la réunion et les a invités à participer au processus de consultation des parties prenantes pendant les audits. Il a ensuite invité les représentants des partenaires financiers à apporter leur soutien au Bureau Régional de FSC pour l'Afrique ainsi qu'aux représentations nationales de FSC en faveur de la promotion de la certification forestière crédible en Afrique en général et dans le Bassin du Congo en particulier.

La réunion qui a commencé à 09H30' à clos a 13H00. L'organisation de cette réunion a possible grâce aux financements WWF-Espagne avec la contribution financière FSC et de ASI.

Le secrétariat



Liste des participants

	Nom et Prénom	Organisation	Titre	Pays	Email	Telephone
1	Etienne Kuzong	ASI	Accreditation Program Manager	Allemagne	e.kuzong@accreditation-services.com	
2	Marine Leblanc	ATIBT	chargée de projets	France	marine.leblanc@atibt.org	
3	Alexandra Pasquier	Forest Resources Management (FRM)	Chargée d'étude	France	apasquier@frm-france.com	
4	Camille Kamdem Simo	Wijma	Responsable Audit et Certification	Cameroun	c.simo@wijma-cm.com	+237 79538341
5	Godefroid NDAUKILA M.	COMIFAC	Coordonnateur COMIFAC	Kinshasa	godendaukila@yahoo.fr	+243816405605
6	Pierre CHEKEM	PARTNERSHIP	Coordonnateur	Cameroun	p_chekem@yahoo.co.uk	+237 77779962
7	Ghislain Fomou	Université Yaoundé 1	Etudiant	Cameroun	ghislainfomou@yahoo.fr	+237 760858
8	Gertrude Fernande Nakatchiessi	Radio Equinox	Journaliste	Cameroun	gerfernand1@yaahoo.fr	+237 99806221
9	Messe Venant	Repaleac	Point Focal REPALEAC	Cameroon	messe_venant@yahoo.fr	+23777304634
10	Rodriguez Tchokadiou	New TV	Journaliste	Cameroun	Rodrigueztchokadiou	+237 76884200 & 99798902
11	Alex Yvan Tadum	New.TV	Journaliste	Cameroon	alexvadoum@yahoo.fr	+237 94957870
12	Sandrine Tantio Tiako	Mutation	Journaliste		Sandyton2@yahoo.fr	+237 99211609
13	Bertin Tchikangwa	TRC	Directeur de la certification	Cameroon	b.tchikangwa@trcbois.com	
14	Larry Nyenty	TRC	Chargé de Communication	Cameroon	l.nyenty@trcbois.com	



15	Parfait Bisso Enock	Le GRP l'Anecdote	Journaliste	Cameroon	-	+237 74961291
16	Alex Koko à Diang	Le Parcours (Journaliste)	Journaliste		Leparcours2000@yahoo.fr	+237 96615663
17	Gordon Ajonina	CWCS		Cameroon	gnajonina@hotmail.com	+237 77873108
18	Petra Westerlaan	FORM International Netherlands	program officer, forestry expert	Pays-Bas	p.westerlaan@congo-basin-program.com	+31 629452529;
19						+237 73729430
20	Martin Bostroem	<u>KFW</u>	<u>Chargé de projet Principal</u>	Frankfurt	martin.bostroem@kfw.de	
21	Félix Romero Cañizares	WWF Spain	Head of Forest Programme	Madrid	fromero@wwf.es	+34918540578
22	Elie Hakizumwami	FSC-Africa Regional Office	Directeur Régional	Yaoundé	e.hakizumwami@fsc.org	+237 77535214
23	Kouoh Etame	Le Messenger	Journaliste		etameother@yahoo.fr	+237 99184992
24	Libam Sibue	Cameroon Tribune	Journaliste	Cameroon	nickystone23@yahoo.fr	+238 96635286
25	Swaibou Shareh	CRTV	Journaliste	Cameroon	swaiboushareh@yahoo.fr	+237 99909097
26	Roland Tsapi	Ariane TV	Journaliste	Cameroon	tsapi2012@gmail.com	+237 99297184
27	Joseph Roland Djotie	Le Quotidien de l'Economie	Journaliste	Cameroon	Djotiejoseph@yahoo.fr	+23796355278
28	Joseph Olinga	Magic fn.	Journaliste	Cameroon	Joseph1za@yahoo.fr	+23775480006 & 95976508
29	Federic Mutome	LTM TV	Journaliste	Cameroon		+237 99541566
30	Yves Nounga	LTM TV	Journaliste	Cameroon		+237 99375987
31	Jervais Nkoulou	Rainforest Alliance/Smartwood	Représentant pour l'Afrique	Cameroon	cameroon@ra.com ; nkouloujervais@yahoo.fr	+237 99849736